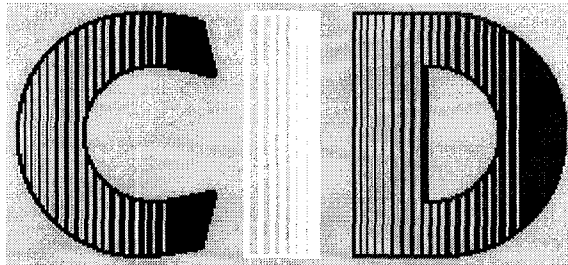


1998-317



**MEMOIRE DE STRATEGIE.**

**« Vers la fin des stratégies nationales ? »**

**CES de Marisy**

**Division A / Groupe 4**

**MARS 1998**

1998-317

## Table des matières.

### Introduction.

#### 1 / Des données stratégiques en évolution.

11 / De nouvelles menaces.

12 / Les crises : de nouvelles formes de guerre.

13 / Quel avenir pour la dissuasion nucléaire.

14 / De la stratégie des forces classiques.

15 / La mondialisation et la primauté de l'économie.

#### 2 / Une nouvelle dimension pour la stratégie.

21 / De l'obsolescence des intérêts vitaux nationaux.

22 / Vers l'avènement de la prévention au niveau mondial.

23 / Une transition régionale difficile en Europe.

24 / Vers l'émergence d'une stratégie mondiale.

### Conclusion.

## **INTRODUCTION :**

Après la seconde guerre mondiale et avec l'émergence d'un équilibre précaire fondé sur un système bipolaire, la France, sous l'impulsion du général de Gaulle entreprend au début des années soixante une modernisation de sa défense et donc de ses armées. Elle se donne les moyens d'une indépendance voulue et d'un rôle reconnu sur la scène mondiale. A une politique bien définie correspond une stratégie adéquate servie par un outil militaire parfaitement adapté aux objectifs recherchés. La France dispose ainsi d'une grande autonomie dans ses objectifs stratégiques. Sa stratégie militaire est alors purement nationale.

Récemment, le président Jacques Chirac a décidé une réforme de fond de son modèle d'armée. Celle-ci semble avoir été le fruit d'une réflexion profonde sur nos moyens et nos objectifs tant politiques que stratégiques. Néanmoins certains observateurs mettent en doute la réalité de la pensée stratégique moderne. Une impression d'extrême conformisme domine. Pour certains, les bouleversements des années 89-91 soulignent encore la nécessité d'une stratégie qualifiée à l'époque du général de Gaulle de « tous azimuts ». Pour d'autres la stratégie vit une révolution. En France, peu de changements apparaissent dans notre stratégie. Le discours consiste à affirmer que la France, à cause de ses départements et territoires d'outre-mer, de son siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies mais aussi des traités qu'elle a signés avec de nombreux états de l'Afrique francophone, doit garder une stratégie nationale à vocation mondiale. Dans un monde aux repères nouveaux, il est pertinent de se demander si les stratégies purement nationales ont encore un avenir et par conséquent si la France peut encore conserver une stratégie nationale à échelle mondiale.

**Dans un monde de plus en plus « globalisé » et malgré des tentatives récentes de maintien, les stratégies nationales à échelle mondiale n'ont plus d'avenir pour les pays de moyenne puissance. Il est temps d'imaginer un cadre stratégique nouveau qui permettra de garantir la paix mondiale.**

Après avoir tenté de mesurer le poids des changements intervenus dans la pensée stratégique moderne, nous montrerons que c'est à l'échelle de la région voire du monde que la stratégie gardera dans l'avenir toute sa pertinence.

### **1 / Des données stratégiques en évolution.**

#### **11 / De nouvelles menaces.**

Dans le passé, l'organisation de la défense en France devait répondre à une agression aéroterrestre massive en Centre-Europe. Celle-ci était donc essentiellement défensive et devait faire face à un ennemi désigné, connu et étudié. Aujourd'hui, la situation est différente. Il n'existe plus d'ennemi désigné. Cette absence de menaces militaires directes à proximité immédiate de nos frontières est

une nouveauté, elle bouleverse notre pensée stratégique traditionnelle. Nous nous rendons compte, seulement maintenant, de la position aisée dans laquelle notre stratégie a évolué durant la période 50-80. Cet acteur majeur de notre pensée stratégique a disparu, il est donc très difficile d'imaginer une stratégie en l'absence d'ennemi.

Devant ce vide, de nombreux observateurs désignent le « péril vert » comme le nouvel ennemi. « **Ainsi, à peine guéris de la psychose de l'agresseur immanent à l'Est, les Occidentaux sont-ils hantés par l'irrépressible montée de nouveaux risques au Sud** ». <sup>1</sup> D'après Lucien Poirier, les situations au sud sont dangereuses et doivent être prises au sérieux. Mais il estime que « **les évaluations des experts et les stratégies déclaratoires manifestent une tendance générale à grossir les menaces du sud en élargissant à l'excès l'espace de leur éventuelle concrétisation et en surestimant leur portée** ». <sup>2</sup> Ce constat n'est pas suffisant pour évacuer le danger du sud. Samuel Huntington dans « The Clash of Civilizations » part du principe que les guerres de demain se feront entre les cultures. Cette théorie, qui n'obtient pas en France un grand succès, doit être étudiée avec attention car les conflits actuels semblent nous renvoyer vers ce que certains appellent « le nouveau moyen-âge » <sup>3</sup>. Dans cette époque de multiplication des revendications identitaires, les différences ethniques et religieuses semblent peser de plus en plus lourd sur l'explosion et le déroulement des crises. Il faut donc, sans être atteint de pessimisme, rester vigilant. Force est de constater que le sud est un terreau fertile à l'émergence de ce genre de dangers.

A coté de la disparition de l'ennemi désigné, il est intéressant de constater que les menaces de plus en plus préoccupantes sont aussi et paradoxalement de moins en moins militaires. Les experts nous parlent de lutte contre le terrorisme, de trafic de drogue, de mafias. On nous parle aussi de « soldats de la paix », de maintien et de rétablissement de la paix. Le terme de guerre est abandonné. La rupture semble donc consommée. Les armées ne semblent plus servir à faire la guerre. Elles n'auront, dans l'avenir, que très rarement comme mission de combattre un ennemi lors d'une guerre déclarée mais plus souvent de lutter contre un ennemi non défini aux méthodes imprévisibles et non militaires. Il y a encore quelques années, les armées faisaient la guerre pour concrétiser un **objectif politique national**; dans l'avenir nous pressentons un changement radical non seulement des missions des armées de tous les pays occidentaux mais aussi de leur cadre d'emploi.

## 12 / Les crises : de nouvelles formes de guerre.

Comme nous l'avons vu précédemment, la guerre entre les états n'est plus un phénomène courant. Dans la stratégie classique, elle tenait une place majeure. Elle était « **la continuation de la politique par d'autres moyens** ». Force est de constater qu'aujourd'hui les états ne se font plus la guerre. Même la guerre du golfe n'en était pas une. Les situations conflictuelles contemporaines sont nouvelles. La crise remplace la guerre. Mais que recouvre ce terme de crise? Pour le général de la Maisonneuve, plusieurs éléments originaux la caractérisent. Son déclenchement

---

<sup>1</sup> - <sup>2</sup> Lucien Poirier « la crise des fondements ».

<sup>3</sup> Alain Minc.

est très soudain, elle implique généralement une grande multiplicité d'acteurs directs ou indirects et prend souvent fin d'une manière originale, c'est à dire sans vainqueur ni vaincu. Souvent issue de problèmes internes, de revendications identitaires, elle est essentiellement politique. La stratégie traditionnelle est proche de la tactique, la stratégie de crise est toute autre, car la politique influe beaucoup plus directement sur son évolution. **La crise est globale et infiniment plus complexe que la guerre.** De ces constatations beaucoup pensent que la guerre traditionnelle est morte. Les crises nouvelles et nombreuses qui agitent le monde, obligent à une révision complète de notre stratégie. Nous sommes ainsi passés en France d'une stratégie de réaction à une stratégie d'action. Mais autant la première envisageait le recours aux forces vives de la nation autant la seconde fait référence à des interventions « chirurgicales », c'est à dire menées par des troupes très réduites, très aguerries, pour des engagements limités dans le temps avec pour premier impératif l'absence de perte. Les schémas d'engagement ne sont plus les mêmes, aujourd'hui, le maintien et le rétablissement de la paix dominant les actions militaires. La guerre n'est plus à l'ordre du jour. La crise est apparue et a tout bouleversé.

### 13 / Quel avenir pour la dissuasion nucléaire?

Ces changements majeurs du contexte stratégique international ne sont pas sans influence sur le pan majeur de notre stratégie nationale qu'est la dissuasion nucléaire.

Dès son apparition, le nucléaire a révolutionné la pensée stratégique dans la mesure où il est un instrument de non-guerre. Il est la négation de la pensée clausewitsienne. Aujourd'hui, en l'absence d'ennemi désigné, la dissuasion nucléaire vit des heures difficiles pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le nucléaire développe des mouvements de contestations de plus en plus nombreux. Ceux-ci sont parfaitement relayés par le nouvel acteur de la vie internationale qu'est l'opinion publique mondiale. Certes généralement ces mouvements de contestation sont éphémères, néanmoins les gouvernements se doivent de plus en plus de composer avec. L'exemple français lors de la reprise des essais nucléaires en est à cet égard très significatif. Dorénavant les états auront de plus en plus de mal à justifier la possession et surtout à envisager l'emploi du nucléaire. Enfin le développement actuel des conflits se caractérise par un développement anarchique des crises et non des guerres. Elles sont généralement de basse intensité et ne peuvent être justiciables d'un traitement par l'arme nucléaire. La primauté va aux interventions extérieures, à ce que certains appellent « la gestion de crises » et non au nucléaire. Enfin, l'arme nucléaire était destinée à interdire une agression majeure dans une logique du « **faible au fort** ». Aujourd'hui, personne ne tient le rôle du « **fort** » pour la France.

La question de la doctrine de nos forces de dissuasion est posée. Les proclamations qui rappellent que la dissuasion nucléaire demeure un élément fondamental de notre stratégie de défense en protégeant les intérêts vitaux contre toutes menaces ne sont plus crédibles. Conserver l'arme nucléaire ne peut se justifier que comme une mesure de précaution et une assurance face à un avenir

incertain. « **La dissuasion reste l'élément fondamental de notre stratégie** ». <sup>4</sup> Cette déclaration est pleine de bon sens mais, dans un contexte économique défavorable à la chose militaire, il est nécessaire de justifier pourquoi la France tient à garder son nucléaire. Dans ce contexte certains vont plus loin et tentent de montrer que l'arme nucléaire n'a plus d'utilité ou d'intérêt militaires. Ainsi aux Etats-Unis, le général HORNER a proclamé lors de la guerre du golfe : « **l'arme nucléaire est obsolète, je veux m'en débarrasser** ». L'âge d'or de la dissuasion nucléaire est passé, ses vertus demeurent dans un contexte redéfini mais elle ne peut être employée pour résoudre des crises régionales émergentes.

Ses hypothèses d'emploi diminuant, son rôle dissuasif devient beaucoup plus flou. Il est donc urgent de tenter d'élaborer une nouvelle doctrine nucléaire pour la France. Certains analystes ont essayé avec plus ou moins de réussite d'inventer de nouveaux concepts. Ainsi la théorie de « **dissuasion du fort au fou** » a vu le jour. Celle-ci ne semble pas crédible. De même il est difficile d'accorder une validité au concept qui envisage l'emploi du nucléaire contre des menaces terroristes ou en riposte à des attaques bactériologiques ou chimiques.

Pour toutes ces raisons, la France essaye d'ouvrir son concept de dissuasion vers les pays voisins européens, pour en justifier son existence. C'est la « **dissuasion concertée** ». Cette démarche est très novatrice car elle tente de donner à notre dissuasion un cadre élargi du niveau de l'ouest de l'Europe.

#### **14 / De la stratégie des forces classiques.**

La possession du nucléaire a provoqué après la seconde guerre mondiale une partition de notre stratégie nationale. Une distinction est apparue entre stratégie nucléaire et stratégie classique. La première a été étudiée ci-avant. Voyons maintenant la deuxième.

Celle-ci est aussi en pleine évolution et ce pour plusieurs raisons. Avant les bouleversements géopolitiques intervenus à la fin des années 80, les forces classiques françaises avaient pour objectif d'intervenir à partir de nos frontières terrestres, en réserve et en deuxième échelon de l'alliance atlantique, en fonction d'accords passés avec nos alliés. Aujourd'hui cette hypothèse d'engagement n'est plus d'actualité. Nous sommes donc passés d'une stratégie classique de réaction à une stratégie d'action. Il s'agit maintenant d'être un acteur majeur du maintien de la paix et de l'influence de la France, voire de l'Europe, dans le monde. Nous reviendrons sur cette notion un peu plus tard. De plus il nous faut être capable de participer aux actions internationales dans des opérations de moins en moins militaires. Le cadre d'action de notre stratégie n'est plus la nation mais plus souvent un état ou un regroupement d'états au bord de l'anarchie et son domaine d'action n'est plus la guerre mais la « **gestion de crise** ». Ensuite la protection interne prend une part de plus en plus importante dans les missions des armées. « Vigipirate » en est un bon exemple. Enfin les avancées technologiques devraient générer des bouleversements dans la stratégie des forces classiques notamment par le développement des armes non-létales.

Tout cela pousse à envisager une nouvelle stratégie d'emploi de nos forces classiques. Cette démarche rencontre de nombreux obstacles car elle oblige un

---

<sup>4</sup> Général DOUIN dans la Revue de défense nationale.

renouveau complet de notre doctrine mais aussi de nos infrastructures de nos matériels et surtout de nos mentalités.

## **15 / La mondialisation et la primauté de l'économie.**

Sans vouloir tomber dans l'énumération de banalités à la mode, force est de constater que notre monde est de plus en plus « globalisé ». Qu'il s'agisse d'économie, de politique, de lutte contre la drogue, de protection de l'environnement, les états ont de moins en moins d'autonomie. De nombreux observateurs témoignent de ce recul des états. Ceux-ci sont de moins en moins capables de faire face **seuls** aux exigences de la vie moderne. Cette affirmation est tout à fait pertinente au niveau de l'économie, de la sécurité, des diverses luttes contre les pandémies modernes. Pour y faire face les états se regroupent au sein d'organisations internationales.

La stratégie est-elle touchée par cette vague déferlante qui enlève, petit à petit, aux états leur capacité à décider et à agir seul? Déjà en matière de défense, de grandes nations comme la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont ressenti le besoin de mettre en commun des moyens pour la défense des intérêts de l'Europe. Ainsi ont été créés l'Eurocorps, l'Euromarfor. La coopération se concrétise non seulement dans la mise en commun de forces et d'états-majors mais elle trouve aussi son prolongement dans la fabrication conjointe de matériels militaires. Cette attitude répond à un besoin avéré provenant de la prise de conscience qu'il est aujourd'hui impossible de tenir seul une place dans le concert des nations à part pour les Etats-Unis. Ainsi la France a clairement affiché sa volonté d'indépendance mais aussi son ambition européenne. Le niveau nucléaire, comme nous l'avons vu précédemment, n'échappe pas à la règle. Dans cette démarche, la France se veut le moteur de l'Europe de la défense. Ainsi nous pouvons annoncer le recul de la stratégie nationale traditionnelle au profit **d'une stratégie d'influence au sein des alliances.**

\* \* \*

Au terme de cette première partie nous voyons clairement que la stratégie vit actuellement une aussi grande révolution que celle qu'elle a vécue après la deuxième guerre mondiale avec l'arrivée du nucléaire. Les états ne sont plus maîtres de leur destin.

**La stratégie nationale moderne doit prendre en compte cet état de fait et ne plus se limiter aux conflits interétatiques ou à bouger des corps d'armées sur un théâtre bien défini.**

\* \* \*

## **2 / Une nouvelle dimension pour la stratégie.**

### **21 / De l'obsolescence des intérêts vitaux nationaux.**

La stratégie française de dissuasion repose sur la notion **d'intérêts vitaux** qui est nécessairement liée à la définition des limites de notre territoire. Aujourd'hui, cette notion **ne permet plus de légitimer notre stratégie et notamment notre**

**stratégie nucléaire.** Compte tenu du maintien de la dissuasion nucléaire comme pierre angulaire de notre stratégie de défense, la problématique actuelle demande une redéfinition des intérêts vitaux du pays. « **Aux intérêts vitaux est attachée la survie de la Nation. De ce fait, le premier objectif de notre politique de défense demeure d'être en mesure d'assurer, seuls si nécessaire, la défense ultime de nos intérêts vitaux contre toute menace quelle qu'en soit l'origine** »<sup>5</sup>. Comme en témoigne cet extrait du Livre Blanc, un très grand flou a toujours entouré cette notion. Certains expliquent qu'il s'agit de l'interprétation et de la responsabilité seules du président de la république et qu'il est impératif d'entretenir le flou sur nos intérêts réels. Cette définition n'est pas satisfaisante. En effet d'une part la nation dans son ensemble se trouve évincée du débat et d'autre part un ennemi potentiel n'a pas connaissance des limites qu'il ne doit pas franchir. D'autres proclament avec un peu de provocation mais beaucoup de réalisme « **aujourd'hui les intérêts vitaux : c'est l'économie** ». Que retenir ? Qu'aujourd'hui cette notion d'intérêts vitaux est bien abstraite et que nous avons bien du mal à en définir les contours afin de légitimer notre pensée stratégique.

## **22 / Vers la prédominance de la prévention au niveau mondial.**

L'observation des derniers conflits permet un certain nombre de constatations. Souvent aux origines diffuses et internes, n'opposant pas deux nations antagonistes, les crises modernes sont d'un règlement difficile. L'ex-Yougoslavie, la Somalie, le Rwanda, ou aujourd'hui le Kosovo, d'autres demain nous rappellent que la fin des crises est bien plus complexe aujourd'hui que lors des guerres entre états. Les grandes nations occidentales se sont beaucoup investies dans le rétablissement de la paix mais ont aussi constaté la difficulté voire l'inefficacité de leurs actions. Ainsi, l'effort ne doit plus porter sur la résolution des crises mais sur leur prévention. Dans les « Livre Blanc » des grandes nations militaires occidentales, la prévention est élevée au rang de priorité mais que recouvre-t-elle donc ? S'agit-il de participer à la prévention de l'émergence des conflits dans le monde ou de prévenir tous risques de voir une tension toucher ses propres intérêts qu'ils soient vitaux ou non ? La réponse est sans hésitation la seconde. Néanmoins cette démarche est dépassée. La prévention doit être internationale. Si dans toutes les crises ou guerres limitées, les démocraties occidentales mettent tant de temps pour décider une intervention, c'est sans doute parce que leurs intérêts particuliers, nationaux sont rarement assez évidents pour s'imposer. La prévention n'est ainsi pas réellement prise au sérieux au niveau mondial. On assiste alors à de l'interventionnisme tous azimuts inspiré des leçons napoléoniennes : « **On s'engage, puis on voit...** » Les grands états militaires répondent à la pression de l'événement mais abandonnent toute stratégie réfléchie. Devant tant d'hésitations et d'incertitudes, le moment est sans doute venu pour eux de transmettre une partie de la décision à une instance supranationale.

## **23 / Une transition régionale difficile.**

Nous avons vu précédemment que le recul des états se traduisait par une logique de regroupement et que déjà certains pays envisageait la mise en commun

---

<sup>5</sup> Livre blanc.

d'une partie de leurs moyens de défense. Les récents conflits ont montré toute la difficulté d'une telle démarche notamment au moment de la prise de décision politique. En effet, il est très difficile pour les états de faire abstraction de leur histoire et de leurs intérêts propres. Au début de la crise yougoslave, il a souvent été reproché aux allemands la reconnaissance hâtive et unilatérale de la Croatie et de la Slovénie. De tels épisodes seront assurément de plus en plus rares car les états prennent conscience des conséquences de telles erreurs. Les états-nations semblent de plus en plus prêts à abandonner une partie de leur souveraineté au profit du « **souverain polycéphale ou acéphale que constituent les comités et commissions interalliés délégués de pouvoirs étatiques** ». <sup>6</sup>

Dans une telle démarche, **l'organisation des états en un regroupement à plusieurs fait perdre à la stratégie classique nationale sa raison d'être.**

Face à une telle logique, le problème est le degré de liberté à conserver pour être en mesure de faire face à ses propres obligations. Aujourd'hui, les tentatives pour voir aboutir cette communauté de pensée et d'action sont nombreuses mais se heurtent bien souvent à une attitude qui consiste à s'arc-bouter sur ses intérêts spécifiques et ses prérogatives. Néanmoins l'évolution de ce genre d'attitude est inéluctable.

Une fois la dimension politique réglée, il restera à organiser et à utiliser la force militaire.

Au niveau classique la mise en place de l'Eurocorps est l'exemple même de ce qu'il est possible de faire. Certes ces alliances ne vont pas sans poser de problèmes; néanmoins la réussite de cette force incite à l'optimisme. Le plus difficile est de forcer la décision politique et de définir le mandat de l'action à mener. Ensuite la réussite de la mise en oeuvre des forces demande des procédures communes et une habitude des actions bilatérales ou multilatérales qui s'acquiert avec de l'entraînement.

Au niveau nucléaire les difficultés sont plus grandes. Il est très improbable de voir, un jour, le nucléaire français défendre les allemands contre une agression extérieure. Nous rejoignons ici le concept d'intérêts vitaux nationaux et la constatation de l'absence d'intérêts vitaux européens. Certains pensent qu'il est envisageable de voir les forces nucléaires anglaises et françaises mises en commun pour dissuader toute attaque contre l'Europe. Cette vision n'est pas réaliste mais nous devons néanmoins constater que **la dissuasion nationale non partagée est en contradiction avec l'évolution du monde et sa globalisation.** Son avenir est donc compromis. La régionalisation est sans doute un bon tremplin vers une stratégie mondiale.

## **24 / Vers l'émergence d'une stratégie mondiale ?**

Les stratégies militaires nationales ayant un avenir limité, les stratégies régionales se cherchant, l'avenir n'est-il pas à la mise en place d'une stratégie mondiale? Tout d'abord celle-ci est parfaitement envisageable au niveau du nucléaire. L'un des grands problèmes contemporains réside dans la non-prolifération nucléaire. Les états qui possèdent l'arme nucléaire interdisent à d'autres de l'acquérir. Cette situation n'est pas satisfaisante et ne peut perdurer. Les états non nucléaires l'acceptent pour l'instant mais il est impératif que leur sécurité contre les

---

<sup>6</sup> Lucien Poirier : La crise des fondements.

armes nucléaires soit assurée. Ils s'en remettent pour cela au droit international. Cette question peut se poser en des termes similaires pour les interventions classiques. Pourquoi les occidentaux sont-ils intervenus en Somalie, au Rwanda, en ex-Yougoslavie et pas au Soudan ou au Liberia? Cette différence de traitement est regrettable. Les schémas de pensée traditionnels doivent être dépassés. Dans cette optique, l'émergence du « droit d'ingérence » et du « devoir d'ingérence » milite pour un traitement mondial des problèmes de sécurité. Mais comment faire? Il faut sans doute partir du connu et du concret. Le conseil de sécurité des Nations-Unies pourrait se voir confier l'imposition de la paix nucléaire et la direction de « forces militaires mondiales ». Cette évolution n'est pas pour demain, car elle nécessiterait un droit international rénové. De plus les états ne sont pas encore prêts à ce genre de scénario. Ils envisagent bien de mettre leurs moyens militaires dans un « forum de puissance » mais en gardant la main sur eux. Enfin le concept de souveraineté nationale est trop fortement ancré dans les esprits de tous les gouvernants pour envisager de l'abandonner au profit d'entités supranationales qui n'ont jamais convaincu.

\* \* \*

### **CONCLUSION :**

Engagée dans une réforme très importante de sa défense et de son outil militaire, militant ardemment pour la construction de l'Europe et possédant l'arme nucléaire, la France ne peut éviter de repenser sa stratégie de dissuasion nucléaire et d'engagement des forces classiques. Le maintien de la dissuasion nucléaire comme pierre d'achoppement de notre stratégie militaire de défense et la prépondérance de l'action et de la projection des forces classiques reposent sur des schémas de plus en plus obsolètes. Dans un monde qui se « globalise », il est faux de penser que la stratégie ne sera pas concernée par ce mouvement. La crise de la dissuasion nucléaire en est l'exemple premier. Il est donc temps que nos spécialistes abandonnent, l'espace d'un moment, leur vision très historique de la stratégie pour faire un peu de prospective. Les stratégies nationales ont un avenir réduit, il nous faut maintenant penser au niveau régional voire mondial.

\* \* \*

**ANNEXE 8.2**  
**FICHE DOCUMENTAIRE**

**Caractéristiques du document à remplir par le pilote du CID**

|                         |   |              |    |                                   |          |        |
|-------------------------|---|--------------|----|-----------------------------------|----------|--------|
| Session :               | 95/96   | Groupement : | GS | MTA                               | SP-Terre | SP-Mer |
|                         | 96/97   | SP-DivA      | EO | ETR                               | SP-Gend  | SP-Air |
| Cycle :                 |   |              |    |                                   |          |        |
| Module :                |   |              |    |                                   |          |        |
| Ss-module :             |   |              |    |                                   |          |        |
| Type d'enseignement :   | <b>STRATEGIE</b>  |              |    | Type de document : <b>MEMOIRE</b> |          |        |
| Dossier                 | Titre et/ou Référence :<br><br>« Vers la fin des stratégies nationales? » |              |    |                                   |          |        |
| Sous-dossier            |   |              |    |                                   |          |        |
| Pièce                   |   |              |    |                                   |          |        |
| Mémoire                 |   |              |    |                                   |          |        |
| Article                 |   |              |    |                                   |          |        |
| Compte-rendu            |   |              |    |                                   |          |        |
| Document extérieur      |   |              |    |                                   |          |        |
| Document d'organisation |   |              |    |                                   |          |        |

|                 |               |         |            |
|-----------------|---------------|---------|------------|
| Rédacteur :     | Ces de Marisy |         |            |
| Pilote du CID : | Nom :         | Grade : | Fonction : |

**Liens avec d'autres documents**

|                     |                       |
|---------------------|-----------------------|
| Liens verticaux :   | Titre du dossier :    |
|                     | Titre du ss-dossier : |
| Liens horizontaux : |                       |
| Mots-clés libres :  |                       |

**Résumé :**

Dans un monde de plus en plus « globalisé » et du fait des bouleversements géopolitiques survenus ces dernières années, les stratégies nationales à vocation mondiale ont un avenir incertain. La France en tant que puissance moyenne est touchée par cette remise en question de la stratégie traditionnelle. Les crises remplacent les guerres, nos intérêts vitaux sont flous, notre dissuasion nucléaire du « faible au fort » incertaine. Toutes ces constatations poussent à se demander si ce n'est pas dans un cadre régional voire mondial que se définira demain la stratégie française.

|                 |                       |                |
|-----------------|-----------------------|----------------|
| Localisation :  | Support physique :    | Accès :        |
| Serveur         | Document électronique | Tous           |
| Bibliothèque    | Papier                | Cadres         |
| Salle de groupe |                       | Réservé France |

|  |  |
|--|--|
| Commentaires / nom du fichier informatique associé |  |
|--|--|

|             |            |          |        |     |     |
|-------------|------------|----------|--------|-----|-----|
| Archivage : | Abrogation | Année 19 | CD-Rom | OUI | NON |
|-------------|------------|----------|--------|-----|-----|

|          |                                      |   |
|----------|--------------------------------------|---|
| Délais : | Date d'instal. dans le système : / / | Date de remise à la prog : / / (1 mois avant) |
|----------|--------------------------------------|---|

**à remplir par l'approbateur**

|               |       |         |            |
|---------------|-------|---------|------------|
| Approbateur : | Nom : | Grade : | Fonction : |
|---------------|-------|---------|------------|